

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 29/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY

Lieu-dit Sous la Prusse
BP 12
25750 Arcey

Références : UID257090/SPR/YR/AR 2023 - 0404A
Code AIOT : 0005902507

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY implanté Lieu-dit Sous La Prusse BP 12 section ZI, parcelles n° 24a, 24b... 25750 Arcey. L'inspection a été annoncée le 28/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOUVELLE CARRIERE D'ARCEY
- Lieu-dit Sous La Prusse BP 12
- Code AIOT : 0005902507
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 16 mars 2009 pour une durée de 30 ans.

Les installations de traitement ont été remplacées et déplacées par une nouvelle installation de traitement depuis environ 2 ans.

Les installations contrôlées sont le front de taille, le carreau, les stocks de matériaux, la zone de stockage des matériaux inertes. Le jour de l'inspection, l'installation de traitement des matériaux n'était pas en fonctionnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'inspection a porté sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/03/2009 modifié par l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Autres aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Stock de granulats	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 23.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 26 et 27	/	Lettre de suite préfectorale	
9	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 30.4 et 30.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 33	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
13	Registre de suivi des apports de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 5	/	Sans objet
8	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 28	/	Sans objet
12	Déchets inertes apportés sur le site	Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 7	/	Sans objet
15	Contrôle visuel des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté de nombreuses non-conformités, le dirigeant actuel de la carrière a repris la direction de la carrière il y a moins d'un 1 an.

L'exploitant doit mettre en place différentes actions pour se mettre en conformité et assurer un suivi régulier des contrôles en matière environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité totale de matériaux potentiellement commercialisables autorisés à extraire, est voisine de 8 105 875 tonnes pour l'extension et d'environ 2 108 000 tonnes pour le renouvellement.</p> <p>La quantité annuelle autorisée à extraire est de 340 000 tonnes.</p> <p>La production pourra atteindre 380 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 340 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 20 ci-après.</p>
<p>Constats : Les quantités extraites de matériaux déclarées par l'exploitant sont inférieures aux quantités autorisées.</p> <p>L'extraction de matériaux pour la zone en renouvellement est terminée, l'extraction de matériaux n'est plus réalisée que dans la zone en extension.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 et 7
Thème(s) : Autre, Niveaux de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 4 – V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. Art 7 – La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : Non-conformité : L'exploitant n'a pas sa fait déclaration sous l'application GEREP en 2022, concernant la quantité de matériaux extraits en 2021. Suite à l'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait initié sa déclaration de matériaux extraits en 2022. Il est rappelé que cette déclaration doit être réalisée avant le 31 mars. Lors des déclarations des années précédentes, l'exploitant avait uniquement déclaré la quantité annuelle de matériaux commercialisée. Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devait également déclarer la quantité extraite (partie "activité extractive TP1 sous GEREP). L'exploitant est autorisé à accepter des déchets inertes sur la carrière depuis le 31 mai 2022. La quantité annuelle de déchets inertes acceptés sur la carrière doit être également déclarée sous GEREP (partie "déchets inertes" TE2 sous GEREP).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir constitué des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous : Pour la phase 1 (période actuelle jusqu'au 16 mars 2027) le montant est de 421 873 euros Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 de 118,2 (paru au JO du 17 mars 2022) et un taux de TVA de 20 %. Le montant des garanties financières est établi en se basant sur le coût des opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• remise en état du site après exploitation. L'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières de la nouvelle phase 1 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente.
Constats : Non-conformité : L'exploitant n'a pas transmis le document attestant la constitution des garanties financières de la nouvelle phase 1 suite à la prise de l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022. Le document attestant de la constitution des garanties financières d'un montant de 421 873 euros pour la période actuelle jusqu'au 16 mars 2027 doit être transmis à l'inspection dans les plus brefs délais. Il est toutefois rappelé qu'un document atteste la constitution de garanties financières d'un montant de 381 215 euros pour la période du 15 mars 2019 au 15 mars 2024 établi avant la prise de l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autres aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 11
Thème(s) : Autre, Autres aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la poursuite d'exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de mettre en place :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. 2. des bornes de nivellement permettant le contrôle de la cote NGF prescrite à l'article 22.1. 3. une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation qui enfermera à tout moment les surfaces en exploitation. Cette clôture de protection, qui sera repositionnée sur les limites à chaque modification de phasage d'exploitation pour éviter toute gêne dans l'exploitation forestière, ne sera interrompue qu'au niveau de l'unique accès au site par un portail qui sera fermé en dehors des périodes effectives d'exploitation. 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès. 5. une aire étanche pour le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la zone de renouvellement de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur — déshuileur avec obturateur automatique, 6. un dispositif de nettoyage de roues des camions avant la sortie de la carrière afin que ces véhicules sortant ne puisse être à l'origine de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. <p>Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>Constats : Un chemin d'accès permet de traverser le terrain agricole situé entre les deux zones d'extraction en dehors du périmètre de la carrière. Ce chemin d'accès permet d'accéder à l'ancienne zone d'extraction actuellement en cours de comblement avec des stériles et des apports de déchets inertes. Des barrières sont présentes pour bloquer l'accès lorsqu'il n'y a pas d'apport de stérile et de déchets inertes, le jour de l'inspection ces barrières étaient fermées. L'exploitant a indiqué qu'il disposait de l'accord du propriétaire pour pouvoir traverser son terrain.</p> <p>Non-conformité : Il a été constaté l'absence d'aire étanche pour le ravitaillement et le stationnement des engins.</p> <p>Suite à la modification et au déplacement de l'installation de traitement, la cuve enterrée pour le ravitaillement des engins a également été déplacée, mais il n'a pas été réalisé une nouvelle aire étanche.</p> <p>Une nouvelle aire étanche pour le ravitaillement des engins doit être mise en place sous un délai de deux mois. Cette aire étanche devra être équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur — déshuileur avec obturateur automatique.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un dispositif de nettoyage de roues des camions à l'entrée de la carrière au niveau de la bascule.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>22.1 - La cote minimale d'extraction du carreau principal ne doit pas être inférieure à 375 mètres NGF pour la zone concernée par le renouvellement et à 420 mètres NGF pour la zone d'extension</p> <p>22.2 - Les fronts doivent être constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la zone de renouvellement de trois gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, séparés par des banquettes de 4 mètres minimum de large, - pour la zone d'extension d'au maximum quatre gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, séparés par des banquettes de 4 mètres minimum de large. <p>22.3 - Les banquettes sensiblement horizontales ainsi constituées doivent progresser avec le front d'abattage et être conservées durant toute la durée de l'exploitation de la carrière.</p> <p>22.4 - Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p>
<p>Constats : L'extraction de la zone en renouvellement est terminée. Cette zone en actuellement en cours de comblement avec des stériles d'exploitation et des apports de déchets inertes.</p> <p>La cote minimale de 420 m NGF pour la zone en extension a été atteinte. Cette zone est actuellement exploitée sur trois gradins.</p> <p>Non-conformité : Il a été constaté que le front de taille inférieur avait une hauteur d'environ 20 mètres sur une petite portion. L'exploitant a indiqué qu'il devait d'abord exploiter le front de taille supérieur avant de pouvoir exploiter et rectifier la hauteur du front de taille inférieur afin de conserver une largeur de banquette suffisante. L'exploitant a indiqué que la hauteur des fronts de taille sera rectifiée sous un délai de 3 mois.</p> <p>Demande de complément : l'exploitant doit préciser si les fronts de taille ont été rectifiés et si la hauteur maximum de 15 m pour les gradins est à nouveau respectée.</p> <p>L'exploitant prendra également les mesures nécessaires afin de ne pas renouveler cette situation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stock de granulats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 23.6
Thème(s) : Risques accidentels, Stock de granulats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stocks de granulats élaborés d'un volume maximal de 20 000 m ³ seront impérativement à l'intérieur du périmètre autorisé et préférentiellement en fond de fouille de la zone de renouvellement. Les stocks devront être talutés à 2/3 par rapport à l'horizontale et avoir une hauteur maximale de 5 mètres.
Constats : Non-conformité : il a été constaté que les stocks de granulats avaient une hauteur de plus de 5 m. La hauteur des stocks est supérieure à 10 m. Une nouvelle installation de traitement a été mise en place, celle-ci est disposée à la cote minimale de la zone en extension de 420 m NGF, elle est située dans la partie Sud Est de la carrière. Cette installation est entièrement automatisée. Les stocks de granulats sont générés via cette nouvelle installation. L'exploitant doit déposer un dossier de modification pour pouvoir continuer à stocker les granulats dont une hauteur supérieure à 5 m. Ce dossier doit être déposé avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement (déplacement de la nouvelle installation, impact sur les poussières, sur le paysage, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 26 et 27
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 26 – L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- le bord de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF),- les zones remises en état,- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 22.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. 27 – Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le dernier plan de la carrière a été présenté, celui-ci est daté du 23/09/2022.
Non-conformité : le plan ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 26. Il manque les abords de la carrière dans un rayon de 50 mètres. Il manque également des cotes d'altitude notamment pour un front de taille intermédiaire, un front de taille au niveau d'alimentation du concasseur primaire. L'avancement des zones remises en état n'apparaît pas clairement notamment pour le remblaiement de l'ancienne fosse d'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 8 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'y aura pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau pour le traitement des matériaux. L'approvisionnement en eau utilisée notamment pour le remplissage de la réserve incendie de 30 m ³ , l'utilisation du laveur de roues et l'arrosage des pistes en cas de fortes chaleurs provient du réseau d'eau public. Les ouvrages de prélèvement sont équipés de dispositifs de mesures totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.
Constats : L'alimentation en eau de la carrière est réalisée à partir du réseau d'eau potable. Cette alimentation est commune avec la centrale à béton présente sur la carrière exploitée par la société bétons modernes 25. L'eau utilisée pour la carrière sert uniquement au remplissage du laveur de roues après son nettoyage. L'exploitant a indiqué que le laveur de roues était nettoyé deux fois par an, la consommation d'eau pour son remplissage était d'environ 25 m ³ par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 30.4 et 30.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>30.4. — Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, telle que prévue à l'article 11.5, ou telles que les eaux pluviales recyclées du dispositif de nettoyage des roues prescrit à l'article 11.6 doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées ci-dessus :</p> <p>Les normes de rejet dans le milieu naturel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105) - Hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NF T 90 104) - DCO : < 125 mg/l (norme NF T 90 101) <p>Un prélèvement annuel à la sortie du système décanteur-déshuileur sera effectué pendant une période pluvieuse et les résultats sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>30.5 – Le ravitaillement des engins doit être réalisé sur l'aire étanche prévue à l'article 11.5 par transfert du fuel domestique à partir de la cuve double enveloppe de 15 000 litres enterrée et jouxtant l'aire étanche.</p> <p>Les opérations d'entretien simple des engins doivent être réalisées sur l'aire étanche mentionnée à l'article 11.5 du présent arrêté.</p> <p>Le stationnement des engins en dehors des heures de travail et lors des immobilisations prolongées devra être réalisé au niveau de l'aire étanche susmentionnée.</p> <p>Constats : Non-conformité : l'exploitant n'a pas fait réaliser de prélèvement en sortie du décanteur-déshuileur, la carrière n'étant plus équipée d'aire étanche, voir remarque ci-dessus. Les engins ne stationnent pas sur l'aire étanche en dehors des heures de travail.</p> <p>Après la remise en place de l'aire étanche, un prélèvement à la sortie du système décanteur-déshuileur devra être effectué pendant une période pluvieuse. Les engins devront stationner sur l'aire étanche en dehors des heures de travail.</p> <p>Demande de compléments : Les résultats du prélèvement devront être transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les opérations d'entretien des engins n'étaient plus réalisées dans la carrière et avait été externalisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 19.6 :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par

l'exploitation de la carrière (a) ;

- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;

- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Art 19.7 :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats : L'exploitant a transmis le plan de surveillance des poussières, celui est daté de février 2019 et a été établi par le bureau d'étude Géo+Environnement.

Le plan comporte 3 points de mesures :

- un point témoin situé à 500 m au Nord de la carrière
- deux points en limite Nord-Est et Sud-Ouest de la carrière

Demande de compléments : il est demandé d'ajouter un point de mesure au niveau des premières habitations situées sous les vents dominants.

L'exploitant a également transmis les rapports des dernières mesures réalisées en mars, juin et septembre 2019.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas fait réaliser de nouvelle mesure de retombées de poussières depuis septembre 2019 et n'a pas respecté la fréquence de mesures prévue par l'arrêté ministériel du 22/09/1994.

L'exploitant a indiqué qu'une prochaine mesure devait être réalisée au moins de juin 2023 par l'organisme Prevencem. Il est rappelé que la fréquence des mesures est dans un premier temps trimestrielle pendant 2 ans puis en fonction des résultats la fréquence des mesures pourra être semestrielle.

Les rapports de mesures réalisées en 2019 indiquent qu'une station météorologique a été installée à partir de la deuxième mesure. Il est rappelé que pour les carrières situées dans une zone concernée par un Plan de Protection de l'Atmosphère, une station météorologique doit être implantée sur le site pour enregistrer la direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie. La carrière d'Arcey est concernée par le PPA de l'Aire Urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle.

Pour les prochaines mesures, les relevés de la station météorologique devront être réalisés.

Pour les mesures réalisées en 2019, les retombées de poussières maximales ont été observées au niveau du point témoin avec une retombée maximale de 202 mg/m ² /j.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2009, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>33.1 — Le nombre de tirs de mines effectués ne doit pas excéder deux par semaine. La charge d'explosifs par trou ne doit pas dépasser 67 kg. L'exploitant doit se mettre en relation avec le représentant local de l'Office National des Forêts pour convenir des modalités d'information des dates retenues pour la réalisation des tirs de mines.</p> <p>33.2 — Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.[...]</p> <p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié, en particulier au niveau des habitations du hameau de GONVILLARS et dans la grotte de GONVILLARS, dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques. Les résultats des mesures qui seront reconduites systématiquement tout au long de la durée de l'autorisation au niveau d'une habitation de GONVILLARS, et systématiquement au cours de la première année au niveau de la grotte de GONVILLARS, doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence un dépassement, une étude devrait être alors élaborée afin de déterminer : - l'origine de ces dépassements, - les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les derniers plans de tir du 28/02 et du 7/03. Pour la date du 28/02, l'exploitant a transmis deux plans de tir. L'un de ces plans tirs indique une charge unitaire de 101 kg avec une hauteur de front de 16,5 m.</p> <p>Non-conformité : La charge unitaire d'un des tirs du 28/02 a dépassé la charge unitaire maximale de 67 kg.</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la charge maximale de 67 kg.</p> <p>Demande de compléments : Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une mesure des niveaux de vibration lors du prochain tir de mine au niveau des habitations les plus proches.</p> <p>De plus, il est rappelé que la hauteur des fronts de taille ne doit pas dépasser 15 m, voir remarque ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Déchets inertes apportés sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2022, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de déchets inertes maximale annuelle admissible sur le site est limitée à 50 000 tonnes. Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de déchets inertes admis sur le site ne dépasse pas 30 000 tonnes par an.</p> <p>Ces déchets sont soit :</p> <ul style="list-style-type: none">• commercialisés après tri et le cas échéant traitement mécanique pour une quantité moyenne par an de 2 500 tonnes,• utilisés en tant que remblais dans le cadre de la remise en état du site pour une quantité moyenne par an de 27 500 tonnes. <p>Les déchets inertes admis sur le site respectent les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Afin de s'assurer de la qualité des matériaux mis en remblai, des analyses d'échantillons représentatifs sont régulièrement effectuées dans les secteurs remblayés. Ces analyses, dont la fréquence ne peut être inférieure à annuelle, doivent garantir la conformité des matériaux admis avec les prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les types de déchets acceptés pour le remblayage de la carrière sont les déchets avec les codes déchets suivants : 17 01 01 ; 17 01 02 ; 17 01 03 ; 17 01 07 ; 17 02 02 ; 17 05 04 ; 20 02 02</p> <p>Les types de déchets acceptés pour être recyclés sont ceux listés à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 susmentionné.</p> <p>L'exploitant tient un registre de suivi des déchets inertes conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant met en place un carroyage afin de pouvoir localiser dans chaque casier les lots de matériaux inertes déposés ; l'emplacement du remblai sera porté sur un plan topographique, qui peut être celui prescrit à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 16 mars 2009 susmentionnée.</p> <p>Les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié. Le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus.</p> <p>Constats : L'activité d'apport de déchets inertes a débuté depuis le 1er juin 2022. Depuis cette date, la quantité de déchets inertes apportés sur la carrière est de 1 200 tonnes. Les déchets inertes apportés sur la carrière sont principalement des terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement.</p> <p>L'activité de recyclage n'a pas encore débuté.</p> <p>A chaque arrivée de déchets inertes, l'exploitant émet un bordereau qui lui permet d'établir un listing des déchets apportés sur la carrière (voir remarque suivante concernant le registre de suivi).</p>

Il a été constaté que les déchets inertes apportés sur la carrière sont actuellement stockés temporairement sur une plate-forme et qu'ils n'ont pas encore été poussés vers la zone de stockage définitif.
Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devait faire réaliser une analyse a minima annuelle de la qualité des matériaux mis en remblai.
Il est également rappelé que l'exploitant doit pouvoir localiser l'emplacement des remblais sur un plan topographique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Registre de suivi des apports de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : L'exploitant nous a présenté le listing des déchets inertes apportés sur la carrière.</p>
<p>Non-conformité : Le document de suivi ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. L'exploitant doit compléter son registre de suivi des apports de déchets inertes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de procédure d'acceptation préalable.
Non-conformité : l'exploitant doit mettre en place et formaliser une procédure d'acceptation préalable avant l'arrivée des déchets. L'exploitant a toutefois indiqué que les clients apportant des déchets inertes étaient actuellement peu nombreux et que les déchets inertes étaient des terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement locaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Contrôle visuel des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'un contrôle visuel des déchets était réalisé au niveau de la bascule à l'entrée de la carrière. Un second contrôle est réalisé lors du déchargement des camions. L'exploitant a également indiqué qu'il prévoyait de mettre en place une caméra au niveau de la bascule pour pouvoir contrôler les déchets inertes apportés sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet